

Communiqué unitaire antifasciste : l'État complice de l'extrême droite

21 février 2021



Antifasciste

Contre l'extrême droite, renforçons les luttes sociales !

Ce samedi 20 février à Paris, le groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire organisait une manifestation contre sa dissolution. Un contre rassemblement unitaire antifasciste a été organisé en même temps dans un autre lieu, pour ne pas laisser la rue aux fascistes.

Ce contre rassemblement n'a pas été interdit par la préfecture (ce qui impliquerait un arrêté explicitant l'interdiction), qui s'est contentée de prétexter une déclaration trop tardive pour ne pas prendre de position officielle. À l'heure actuelle, il n'y a toujours aucun arrêté préfectoral interdisant notre rassemblement.

Toutefois, de nombreux·ses camarades ont été interpellé·es (au moins une quinzaine de gardes à vue en cours), contrôlé·es, fouillé·es, et verbalisé·es (plusieurs dizaines d'amendes de 135€) en justifiant qu'ils et elles « ont prévu de rejoindre une manifestation interdite ». Suite à quoi les camarades verbalisé·es ont été menacé·es d'interpellation et arrestation si ils et elles étaient reconstrôlé·es dans le rassemblement prétendument interdit. Empêcher le SO de rejoindre le rassemblement est pourtant particulièrement irresponsable pour la sécurité des manifestant·es et la bonne tenue du rassemblement.

À un moment où l'extrême droite et l'État brandissent de concert l'« islamogauchisme » en faisant de toute personne affirmant une position antiraciste une alliée de l'islamisme, où le gouvernement criminalise une partie de sa population par l'adoption de la loi sur le séparatisme, ce même gouvernement confirme, par le pouvoir de sa préfecture, son positionnement politique favorable à l'extrême droite en l'autorisant à défiler. Il s'agit pourtant de la même extrême droite que celle qui a des liens directs avec des attentats terroristes, que ce soit par les financements qu'elle reçoit de Brenton Tarrant (auteur d'un attentat ayant causé 51 victimes contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande) ou encore par la présence de Maxime Brunerie (auteur d'une tentative d'assassinat sur le président de la République Jacques Chirac) à la manifestation de ce jour.

Si le gouvernement en place entend donc dissoudre Génération Identitaire pour des raisons purement électorales, nous ne pouvons que constater qu'il les autorise à battre le pavé comme ils le veulent, tout en interdisant les contre-manifestations, en instrumentalisant les règles sanitaires pour sanctionner celles et ceux qui ont participé à ce rassemblement.

Nous exigeons le retrait de toutes les contraventions reçues par les personnes qui ont participé-es à cette contre-manifestation, et la libération de tou·tes les camarades qui sont actuellement détenu·es en garde à vue !

Nous avons également à déplorer l'intervention de la BRAV-M, qui une fois de plus s'est autorisée à charger sans raison des militant·es hors du rassemblement, qui étaient simplement en train de discuter aux abords d'une bouche de métro avant de s'en aller après la dispersion prématurée du rassemblement. Cette charge soudaine sans aucune sommation a violemment poussé nos camarades dans les escaliers du métro et s'est poursuivi jusque dans ses couloirs, ce qui est particulièrement dangereux. Nous demandons à ce que la préfecture de Police de Paris mette un terme à l'existence de cette brigade violente qu'est la BRAV-M et que la traque aux militant·es cesse.

La répression, seule réponse de la part de la préfecture de police de Paris, témoigne d'un évident tournant autoritaire dans la gestion de la contestation. Néanmoins, il apparaît que la mobilisation ne saurait seulement être résumée à un échec. En effet, la pression exercée par ce rassemblement, conjuguée aux diverses autres initiatives, a suffisamment entravé la manifestation prévue par Génération Identitaire pour que celle-ci se limite finalement à un rassemblement.

Face aux identitaires, nous continuerons d'amplifier nos mobilisations. Nous devons plus que jamais participer activement à la création d'alliances entre les différents groupes opprimés et mettre en place un véritable front antifasciste large, regroupant organisations syndicales, antiracistes, antipatriarcales, etc.

Organisations signataires : Comité pour Clément, Jeune Garde Antifasciste, Nouveau parti anticapitaliste, Union communiste libertaire, Union syndicale Solidaires, La Horde.

Communiqué unitaire antifasciste : l'État complice de l'extrême droite

Ce samedi 20 février à Paris, le groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire organisait une manifestation contre sa dissolution. Un contre rassemblement unitaire antifasciste a été organisé en même temps dans un autre lieu, pour ne pas laisser la rue aux fascistes.

Ce contre rassemblement n'a pas été interdit par la préfecture (ce qui impliquerait un arrêté explicitant l'interdiction), qui s'est contentée de prétexter une déclaration trop tardive pour ne pas prendre de position officielle. À l'heure actuelle, il n'y a toujours aucun arrêté préfectoral interdisant notre rassemblement.

Toutefois, de nombreux·ses camarades ont été interpellé·es (au moins une quinzaine de gardes à vue en cours), contrôlé·es, fouillé·es, et verbalisé·es (plusieurs dizaines d'amendes de 135€) en justifiant qu'ils et elles «ont prévu de rejoindre une manifestation interdite». Suite à quoi les camarades verbalisé·es ont été menacé·es d'interpellation et arrestation si ils et elles étaient reconstrôlé·es dans le rassemblement prétendument interdit. Empêcher le SO de rejoindre le rassemblement est pourtant particulièrement irresponsable pour la sécurité des manifestant·es et la bonne tenue du rassemblement.

À un moment où l'extrême droite et l'État brandissent de concert l'«islamogauchisme» en faisant de toute personne affirmant une position antiraciste une alliée de l'islamisme, où le gouvernement criminalise une partie de sa population par l'adoption de la loi sur le séparatisme, ce même gouvernement confirme, par le pouvoir de sa préfecture, son positionnement politique favorable à l'extrême droite en l'autorisant à défiler. Il s'agit pourtant de la même extrême droite que celle qui a des liens directs avec des attentats terroristes, que ce soit par les financements qu'elle reçoit de Brenton Tarrant (auteur d'un attentat ayant causé 51 victimes contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande) ou encore par la présence de Maxime Brunerie (auteur d'une tentative d'assassinat sur le président de la République Jacques Chirac) à la manifestation de ce jour.

Si le gouvernement en place entend donc dissoudre Génération Identitaire pour des raisons purement électorales, nous ne pouvons que constater qu'il les autorise à battre le pavé comme ils le veulent, tout en interdisant les contre-manifestations, en instrumentalisant les règles sanitaires pour sanctionner celles et ceux qui ont participé à ce rassemblement.

Nous exigeons le retrait de toutes les contraventions reçues par les personnes qui ont participé·es à cette contre-manifestation, et la libération de tou·tes les camarades qui sont actuellement détenu·es en garde à vue !

Nous avons également à déplorer l'intervention de la BRAV-M, qui une fois de plus s'est autorisée à charger sans raison des militant·es hors du rassemblement, qui étaient simplement en train de discuter aux abords d'une bouche de métro avant de s'en aller après la dispersion prématurée du rassemblement. Cette charge soudaine sans aucune sommation a violemment poussé nos camarades dans les escaliers du métro et s'est poursuivi jusque dans ses couloirs, ce qui est particulièrement dangereux. Nous demandons à ce que la préfecture de Police de Paris mette un terme à l'existence de cette brigade violente qu'est la BRAV-M et que la traque aux militant·es cesse.

La répression, seule réponse de la part de la préfecture de police de Paris, témoigne d'un évident tournant autoritaire dans la gestion de la contestation. Néanmoins, il apparaît que la mobilisation ne saurait seulement être résumée à un échec. En effet, la pression exercée par ce rassemblement, conjuguée aux diverses autres initiatives, a suffisamment entravé la manifestation prévue par Génération Identitaire pour que celle-ci se limite finalement à un rassemblement.

Face aux identitaires, nous continuerons d'amplifier nos mobilisations. Nous devons plus que jamais participer activement à la création d'alliances entre les différents groupes opprimés et mettre en place un véritable front antifasciste large, regroupant organisations syndicales, antiracistes, antipatriarcales, etc.

Organisations signataires : Comité pour Clément, Jeune Garde Antifasciste, Nouveau parti anticapitaliste, Union communiste libertaire, Union syndicale Solidaires, La Horde.

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Communique-unitaire-antifasciste-l-Etat-complice-de-l-extreme-droite>